

## Scandale à la Télé Centrafrique Droit de réponse du ministre de la communication

MINISTRE DE LA COMMUNICATION  
ET DES MEDIA

DIRECTION DE CABINET

N° 02.120/MCM/DIRCAB



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité - Dignité - Travail

Bangui le, 04 JUIN 2020

A

Monsieur le Directeur de Publication  
du Quotidien « Le Citoyen »  
Bangui

**Objet :** Droit de réponse

Monsieur le Directeur de Publication,

Sous les N° 6101 du 25 Mai 2020, 6104 du 28 Mai 2020 et 6109 du 04 Juin 2020, vous avez publié trois articles intitulés « *Scandale à la Télé et Radio Centrafrique* », par lesquels vous mettez directement en cause, le Ministre de la Communication et des Média, Ange Maxime KAZAGUI.

A cet effet j'ai l'honneur de me référer à l'article 71 de l'ordonnance N° 05.002 du 22 Février 2005 relative à la liberté de la Communication en République Centrafricaine, je cite : « Toute personne physique ou morale ou tout service mise en cause, dispose d'un droit de réponse, dans le cas où des imputations susceptibles de porter atteinte à son honneur ou à sa réputation auraient été diffusées par un Organe de Presse », et de demander un droit de réponse conformément à l'article 72.3 de ladite ordonnance.

Recevez, Monsieur le Directeur, mes considérations distinguées.

Pour le Ministre de la Communication et des Média,

Le Directeur de Cabinet  
\* Lucien YALIKI \*

LC: Nos observations et commentaires  
au prochain N°

### La voie pour sortir de l'impasse en République centrafricaine: le Courage et la Vérité



### L'UPC et le MPC s'opposent à la construction de deux écoles et un centre de santé



Ali Daras

Al Khatim

## La voie pour sortir de l'impasse en République centrafricaine: le Courage et la Vérité

Les jeunes Africains qui avaient atteint l'âge de la maturité de réflexion dans les années 1960 étaient tous plus ou moins marqués par le fait colonial, donc étaient nécessairement anticolonialistes. Il y avait donc des attitudes qui se dégagèrent pour affirmer la personnalité. Pour certains l'ignorance les confinait à l'inertie. Mais, pour d'autres, l'engagement citoyen les dirigeait vers des horizons divers: le scoutisme, le guidisme, les cœurs vaillants et les âmes vaillantes ou carrément vers la jeunesse pionnière dès sa création. La VÉRITÉ, il faut la dire: on travaillait pour AUTRUI, c'était la GUERRE ÉCONOMIQUE et l'Oubanguien, puis le Centrafricain n'avait pas les moyens de se défendre de manière frontale. Il subissait.

Puis, les partis politiques se pointèrent timidement mais irréversiblement à la surface du rideau de fer colonial de la peur: le MESAN animé par B. BOGANDA, ainsi que le RDA de SONGOMALI et DARLAN avaient vu le jour. La confiance en soi revenait chez les Africains et, singulièrement, chez les Centrafricains suite à leur participation exemplaire à la seconde guerre mondiale et, surtout, suite à la défaite cuisante de la France à la guerre d'Indochine. Ces Africains savaient désormais que la liberté était au bout du fusil.

L'ambiance était donc favorable à l'expression individuelle, car ces mots de «Indépendance et Liberté» sonnaient le rendez-vous pour la prise en main de notre destin, avec à la clef la possibilité de travailler et recueillir le produit de sa sueur. Certes, il y a eu cette grosse frayeur, aux effets peut être dévastateurs, résultant de la disparition brutale du Président Fondateur de la République centrafricaine, dès les premières heures de l'Indépendance et dans des circonstances encore sous «secret défense». Mais c'est aux Centrafricains maintenant de faire les démarches qui conviennent à cette situation pour faire la lumière. C'est encore là une VÉRITÉ fondatrice de notre DESTIN. On sait pour BEN BARKA et autres. Tout a une fin. Il y a lieu alors de se poser un certain nombre de questions, aussi importantes les unes que les autres et qu'il faut condenser pour un besoin de lisibilité.

Pourquoi la déliquescence de notre Centrafrique? Qu'est-ce qui nous manque?

### 1°) Le sol national:

Le pays, la République centrafricaine, est grande: 623 000 km<sup>2</sup> (Elle vaut la France plus la Belgique). Sa population est à créer puisqu'elle a péniblement 5.000.000 d'habitants, soit 8,02 ha au km<sup>2</sup>). Il appartient aux Hautes autorités centrafricaines d'en pren-

dre conscience, de définir une politique claire de natalité, d'immigration et d'intégration contrôlées, pour fortifier sa population. Les pratiques observées ces dernières années, à savoir l'incorporation en temps de troubles graves: des EBA (Eléments Blindés Autonomes) composés des Ngbandis importés de RD-Congo, des Codo venant du Tchad, des Banyamouléngués encore de RD-Congo, et autres Zakawas ou Ndjanjawides venant du Soudan, sont foncièrement contreproductifs.

Ces pratiques tendaient uniquement à protéger des pouvoirs rejetés par la population et avaient accouché du désordre dont nous vivons aujourd'hui les résultats. En effet, ces supplétifs extérieurs ne venaient pas en demandeurs dociles d'asile ou d'emplois. Ils étaient utilisés pour mater et écraser dans le sang une population en revendication contre leurs Autorités. Ils agirent pire que les conquistadors. Et ce d'autant plus qu'aucune précaution ne prévoyait le temps de leur retour dans leurs pays d'origine. N'étant eux-mêmes que des bras robustes mal dégrossis, ils n'auront aucun égard pour notre base et masse paysanne et «bonjour les exactions et les tueries en masse dans les villages!».

Dans le contexte actuel de notre pays, les Autorités n'ont pas encore cette conscience aigüe que la plus importante matière première, notre première richesse est l'Homme Centrafricain (homme et femme). Que cet Homme doit être entouré de tous les soins pour obtenir de lui une opérationnalité optimale pour le bien de tous. Car, ce que produit le Centrafricain est réinvesti dans le pays. Et c'est ainsi le développement. Et c'est également humain aussi que l'étranger rapatrie sa plus-value. La part centrafricaine, soit les dix pour cent (10%), si minime soit-elle, doit être prodigieusement protégée et réinvestie au mieux de tous les Centrafricains.

Un proverbe de chez nous dit «A beau mentir qui vient de loin». Ceux qui viennent nous aider doivent travailler sous notre dictée et dans le sens qui rapporte conformément à nos prévisions et nos intérêts. Comment les Centrafricains se sont embarqués avec enthousiasme, comme sous l'effet d'un «mystique envoûtement collectif», dans le départ volontaire assisté à la retraite («DVA») qui a vidé notre système éducatif de ses meilleurs agents, formés à l'époque dans les conditions idoines, sans prévision du lendemain. Ni même apprécier les trois chocs qui sont: les nouvelles entrées en CP1, au Collège et Lycée, et enfin au Supérieur.

Les ratios apprenants/enseignants n'ont pas été vérifiés et cela incombait à la partie centrafricaine. Et si



c'était un piège? Nous y sommes tombés pieds joints. C'est la VÉRITÉ de la nouvelle forme de GUERRE ECONOMIQUE. Les enseignants du calibre de «messieurs Douzima, Damego, Mes Sipitanga, Ligoussou et autres sœur Noëlla ont disparu du ciel de notre éducation». Des gens sortis précocement du système pour des raisons inconnues ont fait leur apparition, souvent enguenillés, sans pédagogie ni psychologie, n'imposant aucun respect aux élèves, sous le vocable de «maîtres parents». Les pauvres! Ils rendent service en s'occupant des jeunes qui, autrement, ne sauraient même pas transcrire les sons.

Leur rendement est irrémédiablement disqualifié. Ce système éducatif s'est clochardisé à jamais dans son essence-même et sa personnalité s'en ressent. Le ressort intérieur d'une bonne partie de notre jeunesse s'est brisé. On fabrique des larbins qui se plient à la moindre sollicitation tordue d'un supérieur hiérarchique désormais. Le Pays n'a pas compris quel type d'Hommes sera généré à partir de ce DVA. Résultats: les responsabilités que les uns et les autres sont appelés à assumer de nos jours ne tendent plus à montrer à la population ce que ces responsables savent faire pour le bien-être commun, et pris collectivement, afin de diriger ce pays dans les voies du progrès.

Les Hautes autorités assument ces responsabilités pour leur seul bien-être. Ce n'est pas Gouandjika qui nous démentirait, lui qui se complait à se prévaloir de ses propres turpitudes, sûr qu'il est à l'abri de toutes poursuites, car «entre coquins, il n'y a pas d'espaces».

Ces responsables créent une insécurité généralisée dans tous les services de l'Etat. Exemple: beaucoup de Centrafricains se plaignent que, souvent, le Ministère de la Justice ne «rend plus la justice, il rend service», que «l'éducation nationale est grippée, plombée et délivre des diplômes sexuellement transmissibles», que les hôpitaux laissent mourir les gens tant qu'on ne sort pas l'argent, etc. Et

cette insécurité intérieure dans la gestion de l'État a fini évidemment par se savoir à l'extérieur de nos frontières et les étrangers se sont invités à la fête puisqu'il n'y avait pas de videurs baraqués au contrôle à la porte! La VÉRITE: LES HOMMES ONT FAILLI.

## 2°) Nous ne nous plaignons de rien du côté des Ressources naturelles:

Un sol qui appelle ses enfants à venir seulement manger abondamment selon les saisons sans gros efforts de cueillette: les champignons, les chenilles, les fourmis ailées comestibles, les feuilles de koko qui rampent dans nos forêts, etc.

En ce qui concerne la terre cultivable, c'est à profusion. Nous savons que vers l'Est, à partir de la Chinko, il y a deux cycles de culture par an. Sans compter une pluviométrie abondante au rendez-vous. Nous sommes donc persuadés, et il faut l'affirmer une fois pour toutes que le problème ne vient pas de notre sol, ni de notre sous sol qui, selon ce que l'on chante, est un scandale de la nature.

## 3°) Mais quid de la valeur des Hommes qui occupent cette vaste étendue du territoire?

Voilà le «CHMILBLIC». Il y a alors lieu de s'interroger, si tant de courage, d'espoir, de patience et de détermination dans le sacrifice du peuple Centrafricain, tout cela n'a produit aucun résultat susceptible de catapulter cette population à un niveau de vie raisonnable, c'est qu'il existe quelque part des manquements, des lacunes ou des déficits graves des hommes et femmes qu'il convient de scanner.

### 3.1- Et si c'était parce que les objectifs fixés par ces hommes et femmes ont toujours été flous?

Les Centrafricains doivent savoir une fois pour toutes que la nature de la lutte pour venir à bout de cette misère est totalement politique. Elle nécessite une réflexion politique puissante, dense, constante, fine et pointue, à chaque niveau de cette lutte. Il faut poser le problème de son organisation en termes de grands rassemblements de masse d'hommes et de femmes. Mais aussi en termes de professionnalisme. Il faut entendre par là des personnes qui ont acquis des compétences politiques et techniques cumulativement, des hommes et femmes qui ont l'étoffe de prétendre aux fonctions exigeantes de meneurs d'hommes.

Ces qualités se façonnent sur la longue durée, par des lectures politiques, par des expériences à de hauts postes dans les mouvements de jeunesse, par des luttes syndicales. Des expériences acquises également dans des hauts postes occupés dans son parti politique, dans la haute administration. Ce sont des données premières pour prétendre à des postes de niveau national.

Il est difficile de s'improviser Homme politique et réussir à créer une vie où la population pour laquelle on se bat trouve son compte. Si les tentatives de se maintenir au pouvoir ont abouti aux «viols des foules» au sens propre et figuré, c'est que le peuple n'était pas au cœur du combat de ses dirigeants.

On est obligé de conclure que l'objectif de départ n'était pas défini avec précision d'une part, et que, d'autre part, ces hommes et ces femmes qui ont librement choisi cette redoutable mission d'être des «leaders», qui avaient la vocation d'organiser, de diriger et d'orienter le combat «du peuple dans le bon sens» et de susciter l'adhésion du peuple, n'avaient ni le profil, ni la compétence suffisante pour d'aussi graves responsabilités. Ou alors il faut aussi s'interroger:

### **3.2- Et si les voies et moyens choisis n'étaient pas de ceux qui conduisent à la victoire?**

Les Centrafricains de ces dernières années ont acquis une certaine maturité politique. Ils devraient de ce fait «choisir leurs armes de combat» avec dextérité.

**3.2.a** -Nous avons souligné plus haut l'importance d'un grand parti de masse. L'union fait la force, effectivement. On peut y trouver, dans ces grands partis, la nécessité impérieuse de débrouiller les concepts pour les rendre lisibles à tous d'une part et d'autre part, les affrontements d'idées nourrissent le nécessaire dialogue qui accouche des solutions à la pauvreté.

Nous savons que l'unanimité à l'idée d'un chef solitaire finit par ankyloser le cerveau et faire le nid de cette pauvreté. Dès lors, il est clair que la multiplication de petits partis résultant du multipartisme, donc de la démocratie intégrale au lendemain de la Baule, a atomisé à souhait les forces politiques.

La VÉRITE: et si c'était un piège, cette démocratie intégrale subite? Les grands partis auraient vu que l'ajustement structurel qui a plombé notre trésorerie et notre capacité d'endettement ouvrait à notre pays la porte du club des pays pauvres très endettés et de surcroît sans contrepartie palpable. Toutes ces grandes questions concernant le financement des investissements contre la pauvreté devraient faire l'objet de débats avec les partenaires sociaux, notamment les syndicats et les bureaux politiques des grands partis. Elles ne devraient pas être traitées uniquement entre techniciens. Car ces questions impactent considérablement la vie des citoyens: le besoin de financement, nous le confirmons, nécessite des débats dans les bureaux politiques. Les Autorités centrafricaines mettent la charrue avant les bœufs. Pourquoi?

La VÉRITE: cupidité quand tu nous tiens! Désormais,

lorsqu'il s'agira de telles options, les grands partis, les centrales syndicales et la société civile devraient être saisis pour des négociations entre «parents centrafricains», avant d'aborder les structures financières étrangères. La conduite des affaires du pays n'est pas une affaire entre amis.

Donc se référer à la VÉRITE du peuple est une grande FORCE.

**3.2.b**- Les Autorités centrafricaines n'ont pas compris la force des précédents ou jurisprudence. Les luttes politico-syndicales des années 90-93 qui ont vu naître le 4CN (Comité de Concertation pour la Convocation de la Conférence Nationale), la CFD, l'UFAC, l'UFAP, le G11 etc. ont porté leurs fruits. Car c'est en rang serré que toutes les tendances ont guerroyé contre le Pouvoir RDC.

Si le peuple est sorti vainqueur, c'est forcément et nécessairement parce qu'il avait adopté la juste et incontournable stratégie unitaire, y compris la présentation d'une candidature unique à la présidentielle. Le revirement de dernière minute des leaders n'a pas dérouter le peuple de sa VÉRITE: la dynamique unitaire autour d'une idée FORCE.

Aujourd'hui, pour arracher d'autres victoires, les promoteurs politiques de cette expérience de la dynamique unitaire doivent chercher à en comprendre les motivations profondes pour se convaincre qu'il faut à tout prix maintenir cette stratégie unitaire dans la durée. La construction des pays se fait sur la base de larges CONSENSUS. Si les partisans de la dynamique unitaire se répandent dans tout le pays, ils répandront par la même occasion ces idées en promotion.

Une voie de haut en bas et de bas en haut se trace entre la population et ses autorités ou ceux qui aspirent à la relève. En effet, il ne s'agit pas de clochardiser ceux qui sont dans l'opposition. Ils sont Centrafricains et leurs idées comptent aussi. Il suffit de laisser le temps au temps. Souvenons-nous de GALILÉE: Il a bu la cigüe en disant de la terre «et pourtant elle tourne» et c'était la VÉRITE.

Ceci dit, on revient toujours au QUE FAIRE!

## **Conclusion**

Les Centrafricains doivent accepter de «mourir à eux-mêmes», à leurs aisances, leurs habitudes contreproductives, pour construire une nouvelle force opérationnelle politique, en ayant la conscience que le Centrafrique est une même communauté humaine. Dans ces conditions, un effort cérébral de recherche et de découverte de nouveaux outils politiques, pour aboutir à un nombre réduit de partis politiques (trois ou quatre) doit s'engager ici et maintenant pour dégager le ciel touffu de Centrafrique afin que l'oxygène se répande voluptueusement dans la population. En effet, un homme ou une femme de valeur se repère entre mille. On n'a pas besoin de

créer «son» parti pour se faire voir.

Enfin, personne ne nous dira que les choix techniques priment sur le politique. C'est parce que les hommes et les femmes ont choisi leur mode d'exploitation des richesses (politique) qu'ils ont mis en place les techniques de protection (lois sur la propriété, les techniques de gestion financière, le budget etc.).

Nous affirmons ici sans faillir ni faiblir que la réponse aux difficultés de notre pays doit venir absolument des hommes et femmes qui choisiront de gouverner le pays. Il faut des personnalités éclatantes de COURAGE et qui se repèrent aisément. Des chefs à la stature d'homme de gouvernement, sachant réunir autour d'eux des

hommes et des femmes de grands talents et de grandes capacités, au tempérament éprouvé, dotés du sens du devoir et de la patrie (et non des parents et des larbins aux ordres).

Des responsables sachant créer des rapports de confiance entre eux et la population, parce qu'ils répondent aux attentes prioritaires de leur peuple et font rentrer dans les faits leurs promesses proclamées.

Il s'agira pour ces responsables de créer «la sécurité morale, physique et territoriale de la population». Bref! la paix dont tous les peuples de la terre dispose pour se mouvoir sur leur sol, en procédant à des créations, imaginations, innovations.

Les Centrafricains ont tout ce qu'il faut pour réussir. Ils doivent savoir seulement qu'ils vivent et traitent avec d'autres peuples qui ont fondé et construit leurs pays par des guerres et des rapines. C'est leurs cultures.

De nos jours, ils imaginent des méthodes encore plus insidieuses que celles que nous venons de citer. Il faut en tenir compte, car la terre n'est pas peuplée d'anges, mais des hommes qui se battent pour continuer à vivre et garder leur niveau de vie. Nos représentants doivent traiter avec eux pieds à pieds en tenant compte de nos mots d'ordre politiques, et en privilégiant nos intérêts dans la limite du possible. Et cela, c'est une VÉRITÉ.

#### **Veuve POUZERE Rosalie**

Ancienne Députée de la Nation  
3<sup>e</sup> Secrétaire de LONDO aux Relations  
avec les Institutions et partis politique

Présidente de la commission Politique  
de RSOLEP-FC

Première Conseillère de  
«CITOYENS DEBOUT ET SOLIDAIRES»  
(CDS-CA)»

### **L'UPC et le MPC s'opposent à la construction de deux écoles et un centre de santé**

*Il y a quelques jours, des tôles achetées par le député de Bambouti, destinées à la construction d'une école et d'un centre de santé dans la ville précitée ont été saisies et emportées par les mercenaires de l'UPC sur place, mécontents de leur défaite à Obo, point stratégique par lequel ils voulaient passer pour atteindre Zémio et Rafaï, maintenant occupée par les FACA et les casques bleus.*

Après leur cuisant échec face aux FACA et les casques bleus dans leurs derniers affrontements à Obo, la nébuleuse Séléka de l'UPC d'Ali Daras s'est disloquée dans la préfecture du Haut-Mboumou, un groupuscule à Rafaï, un autre à Zémio, et un troisième revenu à Bambouti. C'est à Bambouti que le rapt des matériaux de construction d'une école et d'un centre de santé destinés à cette ville a été effectué par les mercenaires de l'UPC. Ces matériaux qui ont été donnés par le député de Bambouti, sont constitués de tôles, bois, ciment et autres.

Ce blocus qui a pour but d'empêcher la construction de ces deux infrastructures nous rappelle au souvenir de ce qui s'était passé à une époque récente à Bouca dans la préfecture de l'Ouham. Il s'agissait de la saisie et de la confiscation des tôles par les mercenaires du MPC d'Al Katim. Des tôles destinées également à la construction d'une école, envoyées par un député de Bouca.

Ce que nous déplorons est l'absence de réactions des autorités qui ne font rien pour, soit sanctionner ces groupes armés, soit procéder à la récupération de ces matériaux. Au demeurant, l'école est un lieu où l'Etat forme les futurs cadres du développement du pays. Des filles et des fils du pays bien instruits sont capables de contribuer à l'évolution économique et sociale, à travers leurs savoir-faire en agriculture, élevage, enseignement, santé, commerce, etc. Le développement prend aussi en compte la santé qui est indispensable, car on ne peut pas construire un pays solide avec des citoyens malades.

D'ailleurs, l'éducation et la santé font partie des principes fondateurs de la République inscrits dans les cinq verbes du feu Barthelemy Boganda. En agissant ainsi contre les idéaux fondateurs de la République, ces groupes armés s'inscrivent dans la logique d'une destruction de ce pays dont ils n'ont aucune considération et où ils se comportent comme en territoire conquis dont ils sont les premiers occupants. N'a-t-on pas dit que la terre appartient aux premiers occupants? Mais qui des mercenaires et des Centrafricains sont les premiers occupants?

En tout cas les autorités qui gouvernent le pays doivent prendre la mesure de la situation et trouver un moyen d'arrêter cette hémorragie et bouter hors du territoire national tous ces barbares.

*Maspero Makeda*

## **Le Citoyen**

QUOTIDIEN CENTRAFRICAIN INDEPENDANT  
B.P. 974 - Tél : 75-50-01-94 / 75-04-46-31

ltdlc@yahoo.fr

Bangui - REP. CENTRAFRICAINE

**Fondateur Directeur-Gérant**  
**Maka Gbossokotto**

**Directeur de Publication**  
**& Secrétaire de Rédaction**

**Eddy Douali**

(75-54-22-82/70-94-22-82/  
72-11-34-97)

**Rédaction**

**Maka Gbossokotto, Eddy Douali,**  
**O. Koulaka (75-02-55-55)**  
**& Collaborateurs**  
**Caricature et illustration**

**Département Informatique / PAO / DAO**

**William Delphin Yembé**  
(75-92-59-15 / 72-27-57-22)

**Service Commercial**  
**75-04-46-31/72-11-34-97**

**Imprimerie**  
**Le Citoyen**